

Présentation

Bonjour à toutes et à tous, et voici notre première rencontre de la onzième semaine d'*Eyes on Gaza*. Lorsque nous avons lancé cette série, nous espérions — peut-être même croyions-nous — qu'elle ne durerait pas plus d'un mois. Nous pensions que la guerre avec l'Iran représentait une sorte de climax insensé dans le cycle sans fin des guerres d'Israël, et que nous pourrions garder notre attention fixée sur Gaza jusqu'à ce que la destruction cesse et que les otages soient libérés — ce que nous espérions tous voir arriver très vite. Aujourd'hui, nous approchons des trois mois de rencontres et la fin n'est toujours pas en vue. Gaza subit de nouveau de lourds bombardements, tandis qu'en Israël une nouvelle année scolaire doit débiter demain — une date qui illustre cette capacité anormale à construire une routine au sein d'une réalité impossible. À Gaza, en revanche, les enfants n'ont pas mis les pieds à l'école depuis deux ans. Les bâtiments qui servaient autrefois de classes ne sont plus que ruines, le plus souvent transformées en cibles de bombardements qui rayent des familles entières de la carte.

Aujourd'hui, à l'occasion de la rentrée, nous accueillons Ofer Shor, enseignant et militant, qui viendra nous parler d'un système éducatif qui forme des enfants pour qui nationalisme, militarisme et fascisme apparaissent comme une fatalité ; et pour qui remettre en cause les présupposés permettant la destruction du peuple de Gaza est perçu comme une menace existentielle. Ofer a personnellement subi l'indifférence et la violence du système éducatif israélien lorsqu'après le 7 octobre, il a été attaqué dans l'école où il enseignait à Nesher pour un post personnel sur Facebook dans lequel il déclarait refuser de servir dans l'armée. Les tentatives de le renvoyer et de le réduire au silence — auxquelles participaient inspecteurs, directeurs et même le maire de Nesher — ont finalement échoué. Aujourd'hui, il partagera avec nous son regard sur cette expérience. Mais il nous dira aussi le prix que nous payons tous pour un système éducatif qui considère sa mission comme étant de produire uniquement des enfants obéissants, incapables de remettre en question l'idée que « nous vivons toujours par l'épée ». Merci beaucoup, Ofer, d'être avec nous aujourd'hui.

Intervention

Bonjour, merci beaucoup de m'avoir invité ici. Je m'appelle Ofer Shor. J'enseigne depuis dix ans. Je suis éducateur. J'enseigne la littérature, l'histoire et l'éducation civique au lycée, de la classe de 5^{ème} jusqu'à la terminale. Aujourd'hui, je parlerai du système éducatif dans le contexte de la guerre à Gaza. Il y a exactement un an, au début de l'année scolaire précédente, dans le dernier établissement où j'enseignais, à Nesher, quelqu'un a découvert que quelques mois auparavant j'avais publié un post sur Facebook où je m'opposais à la guerre à Gaza. J'y écrivais notamment que si j'étais appelé en réserve, je refusais. En réaction, des élèves m'ont pris à partie dans les couloirs et en classe, m'ont crié dessus et ont annoncé qu'ils refusaient d'étudier avec quelqu'un qui soutient le Hamas et s'oppose aux soldats israéliens. Le maire a publié un post sur Facebook appelant la ministre de l'Éducation à me licencier. J'ai été suspendu, et après un long combat — qui incluait une injonction judiciaire réclamant ma réintégration — j'ai pu reprendre mes cours et terminer l'année. La veille de mon retour, la responsable du département de l'éducation de la ville m'a convoqué. Je suis resté une heure face à elle, pendant qu'elle m'attaquait et me présentait comme une « cinquième colonne » au sein du système, portant atteinte aux valeurs de l'école. Je lui ai demandé quelles étaient ces valeurs que je violerais, et le seul « principe » qu'elle a pu citer était l'atteinte aux soldats de Tsahal. Pendant ce temps, le proviseur, l'inspectrice et les responsables de tout le complexe éducatif de Nesher étaient assis dans la salle, écoutaient, et n'ont pas prononcé un mot.

Mon histoire n'est pas exceptionnelle. J'en connais des dizaines d'autres. Elles se règlent généralement à l'intérieur de l'école, mais le schéma est toujours le même : un enseignant dit quelque chose en classe ou écrit un post en ligne. Cela peut être quelque chose d'apparemment

anodin, comme soutenir la libération des otages, exprimer son horreur face à la guerre, ou manifester de la compassion pour les enfants de Gaza. Alors les parents, les élèves, ou d'autres enseignants portent plainte auprès de la direction ou de l'autorité locale — parfois contre la simple déclaration, parfois en exigeant de « sortir la politique de l'école ». La ministre de l'Éducation, qui consacre des efforts considérables à réduire au silence toute voix dissidente et à flatter sans vergogne la base [du Likoud], saisit l'occasion pour menacer d'une convocation ou d'une enquête. Cela ne se matérialise pas toujours. Dans la plupart des cas, non. Mais cela produit toujours un effet paralysant.

Le système éducatif est dans sa grande majorité un lieu castré et saturé de peur : foyer d'un nationalisme débridé, d'une religiosité envahissante, de persécutions politiques, et en face, d'un silence apeuré. Les élèves et les parents incitent et sont incités, collaborant pour étouffer toute pensée ou action qui ne s'aligne pas sur le gouvernement. Les autres s'autocensurent, terrorisés à l'idée qu'il leur arrive la même chose. Aucun enseignant ne veut voir des élèves manifester dans le couloir devant sa classe. Aucun directeur ne veut recevoir de messages furieux du maire ou des parents. Aucune inspectrice ne veut que le nom de son école soit accolé au qualificatif « gauchiste » dans des groupes Facebook ou WhatsApp, ou dans un reportage de la chaîne 14. Alors les enseignants réfléchissent à deux ou trois fois avant de s'exprimer en classe, et préfèrent généralement le silence, s'enfermant dans la solution la plus simple et la plus sûre : ne rien dire, agir comme s'il n'y avait pas de Gaza, pas de famine, pas de destruction. Bien entendu, le terme de génocide est littéralement indicible. Au mieux, on parle du retour des otages, et peut-être, dans quelques écoles du centre, d'un cessez-le-feu. Mais c'est tout. Le résultat est un effondrement : un système éducatif où il n'y a ni éducation ni pensée libre, seulement endoctrinement, peur et persécution.

Un exemple frappant est la « loi du bâillon » adoptée l'an dernier. Elle autorise le directeur général du ministère à licencier sans préavis tout enseignant s'étant identifié à un acte de terrorisme ou ayant appelé à en commettre un. Elle permet aussi de couper les budgets d'un établissement ayant accueilli ou permis une manifestation de soutien à un acte ou à une organisation terroriste, sous réserve d'une procédure d'audition. Cette loi est totalement superflue. Son seul objectif est de museler, d'intimider et de terroriser les enseignants — en particulier les enseignants arabes qui, depuis le 7 octobre, vivent dans une peur constante et subissent des persécutions bien plus sévères que celles que mes collègues juifs et moi-même avons connues. Rien de tout cela n'est le fruit du hasard. C'est le résultat d'une politique délibérée, de ce gouvernement comme de ses prédécesseurs, qui ont affamé le système afin d'en faire sortir des diplômés ignorants, sans la moindre capacité d'écoute, de pensée critique ou de compétence socio-émotionnelle, et qui les ont abandonnés au discours toxique des réseaux sociaux, à l'excitation de la rue et au fascisme de la droite extrême et messianique. Pourquoi ? Parce que gouverner devient plus facile ainsi. Qui n'a jamais appris à penser ni à remettre en question avalera n'importe quel récit qu'on lui sert.

Nous voyons les résultats de cette anti-éducation dans le démantèlement systématique de la démocratie israélienne, dans la répression violente de la contestation, dans la persécution des Palestiniens citoyens d'Israël, dans les captages et les vols en Cisjordanie, et bien sûr dans le soutien et l'indifférence face aux horreurs qui se déroulent à Gaza. Et que nous soyons auteurs de ces atrocités ou que nous les encourageons, il est clair qu'une grande partie de notre comportement vient de ce que nous avons appris — ou pas — à l'école, nous aussi, pas seulement nos enfants. Ce système est malade depuis bien longtemps. Les soldats qui tuent, détruisent et bombardent étaient encore élèves très récemment. Et les foules qui ne descendent pas dans la rue, qui détournent le regard ou qui s'enrôlent sans un mot — ce sont aussi des diplômés d'un système éducatif qui ne leur a jamais appris à refuser le culte du « service significatif » : le service militaire, auquel le système éducatif est totalement asservi.

Et me voici de retour à Gaza. Parce que le système éducatif reflète largement la société, Gaza est pour lui un trou noir — l'endroit où l'armée la plus morale du monde mène l'une des guerres saintes les plus justifiées qui soient, afin d'éradiquer et d'anéantir les « nazis » qui l'ont attaquée le

7 octobre avec barbarie et une haine innée et inexpliquée. Et bien sûr, il n'y a là-bas aucun innocent. Dans les conversations avec les élèves, ceux-ci répètent le plus souvent le discours le plus extrême et le plus superficiel qui existe. Et c'est compréhensible, puisque personne ne se donne la peine de leur en parler.

Quand mon affaire a éclaté, j'ai dit au proviseur que c'était une occasion d'ouvrir le débat. C'était une leçon d'éducation civique tirée de la vie elle-même, pas d'un manuel. Mais personne n'a voulu y toucher. Tout le monde a préféré enfouir sa tête dans le sable et attendre que ça passe. Plus tard, il m'a dit à propos de tout cela : « C'était trop grand pour nous ». Mais ce n'est « trop grand » que si l'on choisit de se rapetisser. De mon expérience, on peut parler de tout avec les enfants — absolument de tout — avec respect. Avec assez de patience, d'écoute et d'ouverture, on peut aborder même les pires réalités, et ils écouteront. Mais cela suppose une volonté et une foi dans le pouvoir de l'éducation — et c'est précisément ce qui manque aujourd'hui.

Merci.